Document generated on 06/22/2025 9:20 p.m.

Études internationales

SCOTT, James C. *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed.* New Haven et Lonàon, Yale University Press, 1998, 460 p.

Sorin Paltinseanu

Volume 30, Number 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI: https://id.erudit.org/iderudit/704042ar
DOI: https://doi.org/10.7202/704042ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Paltinseanu, S. (1999). Review of [SCOTT, James C. *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed.* New Haven et Lonàon, Yale University Press, 1998, 460 p.] *Études internationales*, *30*(2), 437–441. https://doi.org/10.7202/704042ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed.

SCOTT, James C. New Haven et London, Yale University Press, 1998, 460 p.

Cet ouvrage du directeur de la série des « Yale Agrarian Studies » ne se veut pas prétentieux. Il ne s'agit pas d'avancer de grandes théories développementalistes ou même d'en proposer une critique systématique. L'auteur cherche simplement à établir la logique derrière les faillites des grands projets étatiques, et utopiques, du 20e siècle. Cet ouvrage comparatif a néanmoins devant lui une tâche sérieuse tant par son sujet historique que par les implications théoriques sous-jacentes, notamment face à la modernité et sa science correspondante qui se veulent abstraites et universelles. L'auteur s'attaque en fait aux tentatives inévitables du contrôle étatique moderne sur les personnes et l'environnement, contrôle établi par la rationalisation et la normalisation, forcément simplificatrices. Le danger inhérent à ces actions étatiques en notre siècle reposerait sur un mélange malheureux de trois caractéristiques sociales : le *High-modernism* (fournissant le désir de contrôle du social et de la nature), l'État autoritaire (fournissant la détermination) et une faible société civile (faisant office de terrain social aplati permettant un tel contrôle) ; trois caractéristiques qui se traduisent par un impérialisme du *High-modernism.*

L'auteur s'empresse de nous avertir qu'il ne s'agit pas pour lui, malgré les allusions aux anarchistes de l'ensemble du spectre politique, de prendre position contre l'État, mais simplement contre certains aspects destructeurs que peut revêtir celui-ci. Il ne se pose pas non plus en champion de la tradition face au modernisme, mais se fait cependant l'apologiste d'une plus grande reconnaissance des qualités et apports de celle-ci ; de la symbiose nécessaire que l'informel entretient avec le formel.

Le livre se divise en quatre parties. La première (chap. 1 et 2) se penche sur l'importance pour l'État de pouvoir rendre lisibles des réalités sociales et naturelles complexes, incompréhensibles à un agent extérieur. Le premier chapitre traite du contrôle de la nature et de l'espace. L'auteur note comment l'observation scientifique des forêts, à des fins utilitaires, mène à une action transformatrice où la nature se conforme éventuellement aux analyses tentant de cerner, en simplifiant les variables, telle ou telle capacité productive ; et comment l'observation devient une action rationalisante. Ce chapitre aborde aussi la nécessité pour l'État de créer des inventaires faciles à mettre en place et surtout de mettre sur pied une capacité de taxation efficace et rationnelle. Ce qui fut un des impératifs historiques amenant des unités nationales de mesures, un régime uniforme de propriété privée et la carte cadastrale obligée.

Le second chapitre traite plutôt de la colonisation interne, par rapport au territoire de l'État, de l'espace social et culturel. Plus précisément, de la nécessité, pour l'État, de se donner une image de la population qui est abstraite et déconnectée du quoti-

dien ; l'État *doit* simplifier pour comprendre et agir. Cela implique comme résultat une image forcément utilitaire, documentée, statique et agrégée de la réalité, où la norme et l'universel l'emportent sur la précision et le particulier tout en créant une population et un terrain répondant, à la longue, à ces caractéristiques uniformes et simplifiées. Les pages sur les réseaux routiers, le langage national, les rénovations urbaines et la construction des patronymes sont à cet égard révélatrices.

Après cette partie plutôt historique, la seconde (chapitres 3 à 5) traite des « visions transformatrices » des partis révolutionnaires et de l'architecture urbaine moderne. Le troisième chapitre parcourt la notion de « *Authoritarian High-modernism* » , que l'auteur définit comme la combinaison du désir d'ordonner administrativement et scientifiquement (*High-modernism*) et du pouvoir étatique non équilibré par le pouvoir de la société civile. Société civile qui devient un objet réifié séparé de l'État, afin que la description se confonde finalement avec la prescription. Bien sûr, des résistances sont possibles et une société civile forte contrera le *High-modernism* par une économie privée hautement complexe, une sphère privée domestique et des institutions représentatives telles que la liberté de presse, le système électoral et les diverses associations. C'est pourquoi, parmi les États modernes, les lieux de prédilection du *Authoritarian High-modernism* se trouvent à être les colonies et les État révolutionnaires.

Les chapitres cinq et six traitent respectivement de la ville moderne utopique (Brasilia et Chandigar) et du parti révolutionnaire bolchevique. Face à l'élitisme, à la planification presque obsessionnelle et à l'ordre esthétique presque « prussien » de Lénine et du Corbusier, Scott oppose respectivement les critiques de Rosa Luxembourg (ainsi que d'Aleksandra Kollontay) et Jane Jacobs ; critiques reposant essentiellement sur le fait que la fin ne justifie pas les moyens mais que les moyens sont partie intégrante des fins. Une vision esthétique de l'ordre, qui en plus se présuppose capable de prévoir l'avenir, ne peut être une vision fonctionnelle de l'ordre. La masse et la ville ne peuvent être contrôlées abstraitement, on doit laisser la place à une construction de tous les jours apparemment désordonnée, mais toutefois hautement rationnelle et fonctionnelle à sa façon malgré sa spontanéité. Il ne faut pas rendre la masse et la ville lisibles à un être extérieur abstrait, il faut laisser place à la contingence, accepter de dire l'imprévisible en construction.

La troisième partie (chap. 6 à 8) est plus axée sur des études particulières de cas tels que l'Afrique et l'URSS ainsi que sur les simplifications agraires désastreuses imposées par des États plus « jeunes » que les sociétés qu'ils ont à administrer. Les chapitres 6 et 7 portent sur la collectivisation soviétique et l'expérience des *Ujamaa* en Tanzanie (ainsi qu'un équivalent en Éthiopie). Des deux apports des Lumières, la science et l'autonomie de l'individu, le premier l'aurait emporté sur le second et officialisé la domination des experts. Dans tous les cas, il ressort une tentative de contrôle par le centre qui s'avère à la fois esthétique, abstraite à l'extrême, niant le fait rural, et plus ou moins violente. L'auteur n'hésite pas à parler de

foi dans le *High-modernism* et de téléologie esthétique paradoxalement anti-empiriste dans les faits (malgré que le tout repose sur la science moderne abstraite, empirique et universelle). Le statisme imposé, très inefficace, en vient à être vu comme une totalité, une apparence devenant réalité pour le centre. Mais dans chaque cas, un côté informel de l'agriculture se développe et soutient le côté formel ouvert au contrôle et à la planification mais complètement déconnecté de toute logique économique concrète.

Le huitième chapitre aborde l'agriculture scientifique et son impérialisme visible notamment dans l'imposition de la monoculture basée sur une externalisation de certains coûts à long terme, particulièrement au Sud où, pour des raisons climatiques et écologiques, elle devient particulièrement dommageable. Une telle agriculture repose sur des simplifications scientifiques (réduction des variables, expériences aseptisées, production pour le marché, etc.) et une construction d'un fermier abstrait « réellement inexistant » . De plus, elle se veut universelle et s'impose sous toutes les conditions climatiques, biologiques, politiques, culturelles et pour des produits génériques. Le tout résulte en une logique où la science s'impose à la réalité plutôt que de partir de la réalité et tenter d'en améliorer le processus. On part de l'abstrait pour aller au concret plutôt que l'inverse. Car la tradition locale est illisible pour la science. Mais l'inverse n'étant pas vrai, la réalité sur place devient souvent un mélange pondéré de tradition et modernisme si on n'impose pas le tout autoritairement.

La dernière partie (chap. 9 et 10) se charge de conclure. L'auteur introduit ici le concept grec de *metis,* terme qu'il oppose à la *techne.* Il ne s'agit pas d'une opposition radicale, mais plutôt semblable à celle du sens commun et de la science. La *metis* est l'informel sur lequel repose le formel, la connaissance pratique et historique s'apprenant sur le tas, concrètement et localement. Contrairement à la *techne*, la *metis* est partisane plutôt que générique, découvre plutôt que codifie, est locale plutôt qu'universelle, mouvante plutôt que fixe, incertaine et tâtonnante, et son but se confond souvent avec l'acte. La *metis* est donc la connaissance intégrée dans la contingence plutôt que hors contingence et elle est souvent dénigrée au profit des connaissances scientifiques et philosophiques plus abstraites et se distançant, de par leur forme, de la contingence. Bien sûr, la *metis* a aussi ses côtés négatifs comme un niveau démocratique assez faible par rapport à une *techne* plus universelle, et aussi, la *metis* repose essentiellement sur des piliers pré-industriels. De plus, si le *High-modernism* n'est pas couplé à l'autoritarisme étatique, il limite son impérialisme, et partage le terrain avec la *metis* ; l'universel inhérent à la Raison peut se montrer très émancipateur pour certains groupes historiquement marginalisés grâce à la notion de citoyenneté, grâce aux programmes sociaux, etc. L'auteur finit donc en proposant quelques règles informelles de sens commun pour les programmes de développement : faire des petits pas, assurer la réversibilité des initiatives prises, planifier en tenant compte des surprises et laisser la place nécessaire à la créativité humaine. Toute action doit augmenter les pos-

sibilités et responsabilités des citoyens plutôt que d'abrutir la populace, un danger qui est inhérent à l'existence de l'État et des simplifications nécessaires, potentiellement utiles, qu'il doit effectuer. En ce sens, la *metis* est aussi un pilier important de la démocratie.

L'ouvrage se lit bien et est sérieusement écrit. On note aussi une recherche soignée et fouillée des principaux événements étudiés. L'auteur est incontestablement doué d'une très bonne culture en ce qui concerne le sujet ; les différentes anecdotes ici et là et l'intérêt des points étudiés rendent le tout très agréable à lire. Ajoutons à cela un langage clair et léger, mais certainement pas superficiel, et voilà un livre pouvant autant servir de lecture de chevet, d'ouvrage de référence traditionnel, ou de lecture de cours. Notons cependant que l'absence d'une bibliographie est un point faible de la forme prise par l'ouvrage.

Notons que l'auteur n'a pas le stéréotype du libéral radical ou de l'anarcho-capitaliste ; il cite avec sympathie Kropotkin autant qu'Hayek. Il s'insurge plutôt contre les simplifications descriptives/prescriptives de droite et de gauche. Le *High-modernism* étant particulièrement polymorphe, il peut se retrouver sous bien des latitudes politiques et idéologiques souvent pleines de bonne volonté. Bien sûr, malgré l'affirmation que le capitalisme aussi demande un tel contrôle simplifié, on remarque que pour l'auteur le danger vient d'un excès de contrôle plutôt inhérent aux tentatives inspirées d'une certaine gauche radicalement moderne. La complexité de l'économie de marché assure à celle-ci une certaine résistance au *High-modernism,* bien que les grandes firmes opèrent dans leur contrôle interne, et leur vue du monde comme un marché, la même logique simplificatrice nécessaire mais potentiellement dangereuse que l'État. En ce sens, on devine facilement que le petit capitalisme et la petite propriété privée, associés au libéralisme politique moderne, semblent constituer un système socio-politique équilibré entre la *metis* et la *techne* du *High-modernism* qui plairait bien à l'auteur.

Sur un autre plan théorique, l'ouvrage de James C. Scott suit une tradition encore assez nouvelle de recherche presque archéologique des différents éléments constituant la modernité (ici le *High-modernism* et l'application que peut en faire l'État dans des actions de colonisation interne). Il y a donc là un intérêt certain à cet ouvrage qui se refuse à condamner radicalement et d'une façon univoque certains apports modernes tout en rappelant cependant les risques importants encourus. La modernité a certainement un idéal émancipateur, mais les instruments de cet idéal peuvent facilement se retourner contre lui entre les mains d'un État tout-puissant même bienfaiteur. Le rapport État-science-société prend ici une forme concrète, et l'ouvrage peut se voir comme une étude de cas à l'image de certaines théories « post » qui ne sont cependant pas explicitement mentionnées. D'ailleurs, une transparence méthodologique et idéologique plus grande aurait été appréciée. Le concept central de *High-modernism* est suffisamment déconstruit au plan conceptuel, mais pas assez au plan historique et encore moins aux plans sociologique et politique (par exemple, les rapports de force et les liens ethnocentriques, de genre et de classe sur

lesquels il repose). Il faut cependant se poser la question de la place actuelle du *High-modernism* dans un contexte de mondialisation dispersant largement les lieux de pouvoir sans toutefois les démocratiser. L'État n'est plus la seule source d'autorité, et le marché, par exemple, impose aujourd'hui certains schémas simplificateurs qui lui sont utiles, mais qui sont tout aussi destructeurs pour une société civile relativement faible au niveau mondial.

Sorin PALTINISEANU

Département de science politique
Université d'Ottawa
Ottawa, Canada

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Making a Healthy World – Agencies, Actors and Policies in International Health.

KOIVUSALO Meri et Eeva OLLILA. Helsinki, Stakes, et, Londres et New York, Zed Books Ltd, 1997, 272 p.

Meri Koivusalo est une recherchiste en santé internationale à Stakes (National Research and Development Centre for Welfare and Health) à Helsinki. Eeva Ollila est médecin et recherchiste à ce même organisme. Ce livre est une version révisée d'un ouvrage publié par Stakes en 1996 sous le titre « International Organizations and Health Policies ».

Ce livre comprend douze chapitres, et selon nous deux parties. La première passe en revue les organisations internationales qui financent des activités de santé dans le sens large du terme à savoir l'OMS (Organisation mondiale de la santé), la Banque mondiale, UNICEF, UNDP (le Fonds de développement des Nations Unies), UNFPA (le Fonds sur la population des Nations Unies) et d'autres organisations nationales et internationales dont les ONG. La seconde partie aborde la notion de santé pour tous, les réformes des soins de santé, la question des médicaments, les politiques reliées à la population et à la santé mère/enfant, et finalement, en conclusion, les notions de justice sociale, d'égalité et de respect de la dignité humaine, notions qui selon les auteurs sont à la base de cet ouvrage.

L'analyse des politiques de santé porte sur les buts et les moyens, les intervenants, les processus, les stratégies, les divisions d'implantation et d'évaluation. On y adjoint les institutions, le pouvoir politique, les influences des individus et des professionnels à différentes échelles du local au global. Les politiques sont toujours basées sur deux éléments : les valeurs (ce qui est désirable ou acceptable), et l'évidence (ou le manque d'évidence), en quelque sorte la théorie quelquefois rudimentaire des déterminants et des conséquences pour la santé et le bien-être ainsi que les mesures qui les influencent.

Dans la première partie, chacune des organisations est analysée sous l'angle de l'organisation, des finances, des comptes, des politiques de santé, des défis et contraintes et des développements futurs. L'analyse est généralement très critique à l'égard des directions et stratégies prises par les organisations. Par exemple, dans les années 1970 et 1980, l'OMS se transformait en une organisation à visée politique : code sur la nourriture des